

**Solidarité avec le
mouvement ouvrier polonais !**

الأممي

l'internationaliste

el-oumami

organe du parti communiste international en Algérie



PUBLICATION MENSUELLE - 4^e ANNEE- JANVIER 1982

N°21 4FF 3DA

Les belles promesses de Chadli ne résoudreont pas les problèmes des masses populaires



Préparer la lutte contre les expulsions des sans-papiers

Au terme de la campagne de «régularisation exceptionnelle des sans-papiers» (31 déc. 81), gracieusement prolongée de quinze jours, un peu moins de 100.000 dépôts de dossiers auraient été effectués. Si nous reprenons les estimations avancées par le gouvernement - qu'il s'empresse d'ailleurs de contester aujourd'hui (voir la conférence de F. Autain à Lille) - c'est-à-dire 300 à 400.000 sans-papiers, nous avons près de 200 à 300.000 sans-papiers qui vont de nouveau se retrouver dans la clandestinité.

Sur ces 100.000 travailleurs disposant à ce jour de récépissés, seulement 15.444 se sont vu délivrer une carte de travail et une carte de séjour (ou une carte de résidence s'ils sont algériens).

De plus, ces cartes de travail, dont la durée de validité n'est que d'un an, enchaînent totalement le travailleur à son patron et à son secteur d'emploi puisque la mobilité y est expressément interdite. Nous retrouvons là une version fidèle de la fameuse loi Bonnet, que le gouvernement est censé avoir abrogée.

Pour le reste, la validité du récépissé sera prorogée théoriquement jusqu'à ce que le travailleur puisse prouver qu'il occupe un emploi stable. Indéfiniment ? Sans doute pas. Le gouvernement compte beaucoup, pour sauvegarder sa bonne conscience «socialiste», sur les contraintes matérielles et le manque de ressources pour inciter bon nombre d'entre eux à quitter la France en direction soit de leurs pays d'origine, soit d'autres pays d'Europe. En effet, si le récépissé protège encore des contrôles policiers, il ne donne pas pour autant droit à l'emploi puisque les patrons n'en veulent pas.

Ceux qui tiendront malgré tout le coup, iront gonfler la masse des clandestins à la grande satisfaction des patrons qui pourront de nouveau - dans des conditions encore plus dures qu'avant - les exploiter sans vergogne. Quand on sait l'impunité dont ont joui récemment certains patrons lors de cette campagne (secteur de la diffusion de prospectus) et le soutien indirect ou même avoué qu'ils ont reçu de la part des directions syndicales, du gouvernement et de sa police, on se demande pourquoi il en serait autrement demain, même

si des mesures plus sévères doivent entrer en application.

D'ailleurs, ces patrons ont été - et il ne faut pas s'en étonner - objectivement les grands gagnants de cette campagne. Car non seulement ils ont été amnistiés pour toute la période précédente, qui remonte pour certains à plusieurs années, mais ils ont pu sans être inquiétés continuer à profiter des travailleurs durant toute cette période. De plus, ils ont été exonérés dans un premier temps de moitié des frais de l'ONI (introduction de travailleur immigré) qui ont été, dans un second temps, portés à 250 francs.

Voilà donc les grandes lignes d'un premier bilan du plan de régularisation des sans-papiers - sur lequel d'ailleurs nous aurons l'occasion de revenir plus en détail. Pratiquement, tous les objectifs du gouvernement ont été atteints : ne régulariser qu'une infime partie des travailleurs clandestins tout en faisant passer son opération aux yeux de l'opinion et en premier lieu aux yeux des travailleurs - grâce d'ailleurs à la complicité de la presse et des différentes mass-media - pour une opération de régularisation systématique.

Ce à quoi est arrivé en fin de compte le gouvernement de gauche, le gouvernement précédent a maintes fois essayé d'y arriver mais avec moins de succès. Cela ne nous étonne pas, quand on sait justement toutes les croisades qu'ont organisées le PC, le PS et les directions syndicales CFDT et CGT dans le sens d'une application plus ferme du contrôle de l'immigration.

Le gouvernement à lui seul n'y serait pas arrivé s'il n'avait pu profiter de la trêve sociale due à son accession à la tête de l'Etat et surtout de l'aide des partis qui prétendent défendre la classe ouvrière, y compris les partis d'«extrême-gauche» et les organisations de l'immigration telle que la MTI.

Ces deux dernières catégories, tout en rejetant verbalement les conditions posées pour la régularisation ont contribué à la démoralisation en mettant l'accent sur l'aspect soi-disant positif de ces mesures et sur l'aptitude et la réceptivité du gouvernement au dialogue et à la négociation. Piteusement, alors même que ces partis disposent de strapontins à tous les

échelons du pouvoir, elles n'ont pu obtenir pour le dépôt des dossiers qu'un recul de quinze jours ! Une concession que le ministère est obligé de faire, tellement ses circuits sont engorgés de paperasse !

La lutte engagée par les travailleurs sans-papiers organisés au sein du Comité de Coordination, a eu l'intérêt, malgré sa modestie et ses propres limites, tout en posant clairement les revendications qui allaient dans le sens des exigences de la lutte, de revendiquer des méthodes et une indépendance d'organisation qui ne pouvaient que gêner. Et elle a effectivement gêné, non seulement le gouvernement, mais tous les partis qui lui sont liés et qui se sont ligués pour la briser et en premier lieu la CFDT et la MTI.

L'UCF qui a au moins le mérite de se situer en dehors de ce sillage, ne favorise pas pour autant la lutte qu'elle contribue indirectement à affaiblir par des méthodes pacifistes et paternalistes et la mise en avant de ses intérêts boutiquiers et de secte.

La tâche reste donc immense puisque la majorité des clandestins sont encore clandestins et qu'il y en a encore d'autres qui arrivent chassés de leurs pays par la misère et l'oppression suscitées et dirigées par l'impérialisme et les bourgeoisies locales.

Les patrons vont probablement licencier à tours de bras non pas tant par peur des sanctions légales que pour éviter toute riposte et accélérer du même coup la concurrence entre travailleurs afin de baisser les salaires.

Et puis, il y a les expulsions qui ne vont pas tarder à tomber sur les travailleurs, probablement pas tous en même temps mais catégorie par catégorie, et en premier lieu les chômeurs clandestins qui n'ont pas pu prouver leur présence en France avant janvier 1981.

Face à toutes ces tâches, les communistes révolutionnaires seront à leur poste pour aider à la riposte, à son organisation et pour entraîner toutes les autres couches de travailleurs à la solidarité parce que ce sont des tâches qui intéressent toute la classe.

Nos lecteurs peuvent nous écrire pour nous faire part des nouvelles de la vie et des luttes de notre classe dans les entreprises, les quartiers, etc. Ils peuvent également nous écrire pour discuter de nos positions ou pour prendre contact avec nous :

**Editions Programme, 20 rue Jean Bouton
75012 Paris.**

Numéro de commission paritaire en cours.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France - Europe Pli ouvert 40 FF
Pli fermé 80 FF

Algérie: équivalent de 30 DA en coupons-réponse internationaux.

Directeur de la publication: Saro.

Imprimerie Rotographie, 2, rue Richard-Lenoir, 93 Montreuil

Ce qui distingue notre parti: La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale communiste et du parti communiste d'Italie (Livourne, 1921): la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne: le refus des fronts populaires et des blocs de la Résistance: la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Solidarité de classe avec le mouvement ouvrier polonais !

Qu'on ne s'y trompe pas. Ce n'est pas parce que la presse bourgeoise française a fait un grand tapage sur la Pologne alors qu'elle garde un silence criminel lorsqu'il s'agit d'événements tragiques qui ont lieu en Amérique Centrale, en Afrique du Sud, en Turquie, en Palestine, etc., que les travailleurs en Algérie et dans l'émigration ne doivent pas regarder en face ce qui se passe actuellement en Pologne.

Les larmes de crocodiles versées par les bourgeoisies et la presse occidentale ne doivent pas nous abuser. Les Occidentaux savaient parfaitement que la Pologne était au bord de la banqueroute et que cela risquait d'avoir des répercussions catastrophiques sur le système monétaire international. Par delà les protestations hypocrites qui cachent mal leurs appétits impérialistes, les capitalistes occidentaux ont approuvé, dans la réalité, le coup d'Etat militaire qui est venu remettre au travail la classe ouvrière polonaise. Voici ce qu'écrivait le «Wall Street Journal» du 21 décembre 1981: «Le coup de force militaire en Pologne n'est pas du tout une mauvaise nouvelle pour certains banquiers qui ont prêté à ce pays. [...] De nombreux banquiers américains considèrent l'autoritarisme à la soviétique comme leur meilleur espoir de recouvrer les quelques 1,3 milliards de dollars que la Pologne leur doit».

Le programme économique de la clique pro-russe de Jaruzelski ne peut, en effet, que rassurer les banquiers et les capitalistes du monde entier. Les entreprises militarisées peuvent soumettre les travailleurs au régime suivant: travail tous les jours, samedi et dimanche compris; réduction à 12 jours par an des congés; travail 12 heures par jour. Malgré la terreur et les blindés, les ouvriers polonais ont répondu: «Nous sommes des ouvriers, pas des esclaves!» (tract des ouvriers de Huta Warszawa).

La lutte des ouvriers polonais, c'est la lutte des ouvriers du monde entier. Le mouvement ouvrier polonais, aujourd'hui décapité, est confronté à l'état de siège, aux cours martiales et à la terreur quotidienne. Pourquoi? Parce qu'il a osé s'organiser indépendamment du syndicat officiel et lutter contre une triple exploitation capitaliste qui engraisse la classe dirigeante polonaise, le social-impérialisme russe et le capital financier international. La crise capitaliste, dont les effets catastrophiques ont poussé nos frères de classe polonais à la lutte, est une crise internationale. Ses effets catastrophiques sont par conséquent internationaux. La lutte des ouvriers contre le capitalisme gagnera donc énormément en efficacité si elle arrive à se déployer de façon unitaire à l'échelle internationale.

Certes, l'antagonisme de classe qui oppose le prolétariat polonais à la bourgeoisie se trouve déformé sur le plan politique par l'imbrication de deux autres antagonismes de nature différente: d'une part, l'antagonisme d'intérêt qui oppose jusqu'à un certain point des couches de la bourgeoisie polonaise à l'URSS, d'autre part l'antagonisme inter-impérialiste qui oppose l'Occident à l'URSS et à ses satellites des pays de l'Est. En l'absence d'un courant réel de solidarité de classe à l'échelle internationale, les social-démocrates, c'est-à-

dire ceux qui veulent tout juste réformer la société bourgeoise les national-catholiques c'est-à-dire ceux qui veulent utiliser les luttes ouvrières dans leurs marchandages avec le régime en vue d'agrandir leur part du gâteau, ont malheureusement pu influencer le mouvement ouvrier polonais.

Mais l'arbre ne doit pas cacher la forêt. Le principal protagoniste des événements de Pologne, c'est le prolétariat polonais. Le véritable moteur de la lutte prolétarienne en Pologne, ce sont les besoins et les aspirations légitimes de la classe ouvrière triplement exploitée. La solidarité des travailleurs de tous les pays doit donc aller aux ouvriers polonais qui ont fait preuve d'un héroïsme dont seule est capable la classe ouvrière lorsqu'elle se met à lutter pour ses revendications brûlantes, pour ses objectifs à elle, avec le souvenir glorieux de ses enfants tombés courageusement pour l'honneur et la cause de tous les ouvriers.

En Algérie, la meilleure solidarité que nous devons à nos frères de classe polonais dans la situation actuelle est de se préparer à mettre en pratique les leçons qu'ils nous ont transmises. Par sa tenacité, le prolétariat polonais a montré que même dans un pays de capitalisme d'Etat où la bourgeoisie bureaucratique interdit toute forme d'expression et d'organisation autonome, il est possible de dépasser le stade des émeutes et des grèves spontanées et de se hisser au niveau de la préparation méthodique de la lutte et de l'organisation systématique sur le terrain immédiat.

Par sa lutte, le prolétariat polonais a confirmé de façon vivante une leçon fondamentale du marxisme. Arrivée au point où elle accentue la faillite économique, la lutte immédiate de résistance à l'exploitation capitaliste pose le dilemme historique: ou l'Etat capitaliste brise la lutte ouvrière, ou la lutte ouvrière brise l'Etat capitaliste. C'est dire donc que la question se pose, dans ces conditions, en termes politiques et que le prolétariat doit se préparer sans attendre à prendre l'offensive dans la perspective de la conquête révolutionnaire du pouvoir. Cette perspective est d'autant plus urgente qu'une fois de plus, après les tragiques exemples du Chili, d'Argentine et de Turquie, les forces démocratiques petites-bourgeoises et réformistes se montrent non seulement incapables de donner des solutions positives aux problèmes que soulève le capitalisme mais s'avèrent également incapables de s'opposer à la militarisation croissante de la société bourgeoise.

L'exemple polonais montre, a-contrario, que l'organisation d'une véritable défense active et armée du prolétariat face au déchaînement de la violence bourgeoise et, a fortiori, la préparation méthodique de l'insurrection armée pour le renversement de la bourgeoisie exigent l'intervention consciente d'un état-major capable de centraliser et de diriger la grande armée des ouvriers en lutte. Cet état-major, c'est le parti communiste révolutionnaire à la construction duquel tous les militants d'avant-garde ont pour devoir de contribuer, partout où ils se trouvent.

(Lire notre article sur la résistance héroïque du prolétariat polonais en page 12.)

Les belles promesses de Chadli ne résoudront pas les problèmes des masses populaires!

En janvier 1980, le Comité central du FLN tirait un sombre bilan social de la période 1970-1980. Chadli avait alors promis que la priorité allait être accordée à la satisfaction des besoins fondamentaux des masses populaires. En juillet 1980, le congrès extraordinaire du FLN s'est tenu sous le signe «Pour une vie meilleure». Depuis, les belles promesses gouvernementales n'ont fait que se multiplier. Qu'en est-il dans la réalité? Les exemples que nous avons essayé de mettre ici en relief ne sont qu'un indice de la profondeur de la crise qui affecte la société algérienne, crise dont les travailleurs et les masses exploitées payent les frais à tous les niveaux

DES CENTAINES DE MILLIERS DE FAMILLES A LOGER

La crise du logement a atteint des proportions telles en Algérie que personne ne peut plus la nier (8 personnes par pièces en moyenne). Aussi, nous voudrions juste rappeler quelques chiffres cités par les médias de la bourgeoisie eux-mêmes. Nous ne parlerons pas ici des «cas» connus depuis belle lurette comme par exemple les 160.000 personnes entassées dans les bidonvilles de Bouhamra (Annaba) ou les centaines de milliers de personnes des bidonvilles d'Alger (El Harrach, Hussein Dey, Kouba, Telemly, Climat de France, etc.). Nous voudrions revenir sur ceux qu'El Moudjahid appelle les «habitants illégaux» du secteur agricole, soit 100.000 familles.

Face à ce problème, notre très lucide «direction politique» a trouvé la solution, le préfabriqué. Le procédé: il existe une machine, dont les composants matériels seraient disponibles sur le marché national, qui peut construire des maisonnettes à ossature métallique. Alger disposerait déjà de la machine qui pourrait réaliser 3 logements par jour et l'on prévoit que Constantine et Bel Abbès pourraient en construire 2 chacune, soit au total 7 logements par jour... alors qu'il s'agit de loger un million de personnes. Cela sans parler qu'en général le déficit actuel s'élève à un million de logements.

A ce rythme là, il faudrait une quarantaine d'années avec l'in vraisemblable hypothèse que la population stagnera. Même si, comme le chantent les autorités, on construit d'autres machines dans plusieurs autres communes — ce qui n'est qu'un mensonge de plus lorsqu'on voit le retard accumulé depuis 20 ans dans le domaine de l'habitat —, disons une trentaine de machines au total, soit une pour chaque wilaya, il faudrait au moins trois ans pour réaliser les 100.000 logements. Mais même cette échéance, catastrophique pour ceux qui la vivent dans leur chair, relève du miracle dans le cadre du système actuel.

La bourgeoisie algérienne ne peut pas résoudre le problème du logement. Et tout ce qu'elle peut promettre est de la pure démagogie pour calmer les esprits. Il n'est que de voir la monstrueuse arnaque que constitue l'épargne-logement instituée par le CNEP. Combien de milliers de familles, dont une bonne partie d'émigrés, se sont serrées la ceinture durant des années pour épargner mais attendent tou-

jours ce maudit logement. Tout au plus, la CNEP, comme toutes les institutions bureaucratiques de la bourgeoisie, en a distribué quelques centaines, et encore, à Monsieur Flen ou Madame Feltan. Quant à ceux qui n'ont ni le nom ni l'argent pour graisser la patte du bureaucrate de service, qu'ils crèvent.

Autre exemple qui nous permet aussi de voir le mensonge de la bourgeoisie: le budget 1982 alloué à l'habitat. On prévoit la livraison de 70.000 logements dont 20.000 en milieu rural! (El Moudjahid, 16/12). Quand on sait que des centaines de milliers de familles croupissent dans les bidonvilles, les gourbis et même les grottes, on voit aisément que les belles promesses de la bourgeoisie ne sont que du vent!

LA SANTE, PIRE QU'EN 1962!

De l'aveu même de la presse aux ordres, «aucun CHU n'a été construit depuis l'indépendance au moment où les cadres hospitalo-universitaires ne s'arrêtaient pas de croître». Pire, «le nombre de lits a chuté depuis l'indépendance. Mustapha, par exemple, comptait environ 3.000 lits pour une population d'Alger-Ville ne dépassant pas 500.000 habitants. Il dispose aujourd'hui de moins de 2.000 lits pour une population de deux millions d'habitants.» (El Moudjahid du 21/11). Ces chiffres sont encore en-deçà de la réalité car les 2.000 lits en question ne concernent pas seulement la population d'Alger mais aussi celle de plusieurs autres wilayas du centre, c'est-à-dire plusieurs millions de personnes, qui sont obligées d'aller se soigner à Alger parce qu'il n'y a rien dans leur région.

En effet, «143 sur 168 professeurs, 47 sur 56 docents, 30 sur 38 chargés de cours, 647 sur 851 maîtres-assistants exercent à Alger leur triple activité de soins, de formations et de recherche. Ce déséquilibre s'annonce permanent puisque le nombre d'inscrits en graduation confirme le monopole d'Alger (48%), Constantine (30%) et Oran (22%)» (idem). En d'autres termes, il y a à peu près un médecin pour 1100-1600 habitants dans ces trois grands centres alors qu'à l'intérieur du pays la moyenne est d'un médecin pour 7800 habitants. **PLUS D'UN MILLION DE JEUNES SANS TRAVAIL**

En Algérie, il existe un million et quelques centaines de milliers de jeunes âgés de 14 à 17 ans qui ne sont intégrés ni au système scolaire et de formation ni au

monde du travail. Et pour cause. La soi-disant «démocratisation de l'enseignement» dont les bourgeois nous rabattent les oreilles n'est finalement que de la poudre aux yeux. Selon les chiffres officiels, sur 100 élèves inscrits, 50 arrivent en première année moyenne (6^e), 25 passent le cap de la troisième et... 7 seulement arrivent en Terminale. Sur ces 7,20 % réussissent au bac. Soit sur 100 jeunes écoliers, 2 seulement ont la chance d'accéder à l'université.

Les chiffres de la formation professionnelle ne sont pas plus intéressants. «En électromécanique, 25,6% de réussite à l'échelle nationale; CAP construction mécanique: 16,6%; CAP aide comptable: 19,6%; CAP employé d'assurance: 13,3%; certificat d'aptitude pédagogique, moniteurs: 7,21%; instructeurs: 26,5%» (Algérie-Actualité n°823).

Pour tous les autres qui ont échoué à ces examens et qui n'ont pas de piston, c'est la rue avec les emmerdements des flics et des Frères musulmans!

TRANSPORTS; LE CALVAIRE

«Pour prendre le train de nuit, il faut vraiment y être contraint», c'est El Moudjahid qui le dit (22/11). «La plupart des passagers sont des permissionnaires, des travailleurs...», les bourgeois, eux, ne connaissent pas le calvaire que représente un voyage en train à travers l'Algérie. Ils sont trop occupés à faire des croisières en Méditerranée (voir la publicité parue à plusieurs reprises dans El Moudjahid et reproduite ci-dessous). Le train est donc «réservé» à ceux qui n'ont pas les moyens de se payer le taxi ou l'avion.

(suite page 5)

MINISTÈRE DU TOURISME
le touring club d'algerie

ORGANISE DU 18 AU
25 MARS 1982
UNE

8 JOURS

croisière en méditerranée

Uger - Marseille - Naples - Palerme - Tunis - Alger.

A bord du HOGGAR un des plus beaux cuirassés de la CMAH spécialement aménagé pour rendre vos vacances parfaites.

Une navigation variée et une ambiance familiale sont prévues à bord.

Des excursions d'une journée et d'une demi-journée seront proposées aux participants à chaque escale.

PRIX PAR PERSONNE EN PENSION COMPLÈTE À PARTIR DE:

1250 DA pour les jeunes de 12 à 18 ans

2350 DA pour les adultes

Une réduction de 50% est applicable pour les enfants de 2 à 12 ans, accompagnés de leurs parents!

Pour tous renseignements et réservations s'adresser aux agences de Touring Club d'Algérie.

ALGER: 2 bd Zighoul Youcef
BOULEVARD
05.58.58

ORAN: 6 bd de la Soummam
BOULEVARD
38.85.21

ANNABA: 1 bd Zighoul Youcef
BOULEVARD
06.52.04.81

BOULEVARD DE L'ÉPARGNE - 02

(Suite de la page 4)

Dans le domaine des transports, comme dans celui de la santé, la bourgeoisie algérienne n'a pratiquement rien fait car ce sont des secteurs qui ne rapportent pas et dans la période de crise que traverse actuellement le capitalisme à l'échelle internationale, la bourgeoisie est encore moins capable d'investir dans ces secteurs qui intéressent précisément les masses.

«Notre réseau ferroviaire est très ancien.

Il a près d'un siècle d'âge. Sur certains tronçons, les rails ont plus de 35 ans d'âge, alors que selon les normes la durée de vie moyenne d'un rail est de 20 ans. [...] Nous avons un système téléphonique tout simplement archaïque. L'appareillage date du siècle dernier» (El Moudjahid 23/11). Autrement dit, la bourgeoisie algérienne n'a pas amélioré d'un iota ce que le colonialisme français avait déjà créé pour ses besoins de pillage. Avec ce constat, les mots d'ordre du FLN «pour une vie meilleure», «pour la satisfaction des besoins des masses populaires», etc., ne sont que du bla-bla. Écoutons encore ce vieux mécanicien: «Tant que nous n'aurons pas la double voie, nous resterons au stade de la préhistoire du chemin de fer» (ibid). En

une seule phrase, ce travailleur a résumé l'état du transport ferroviaire.

Il est bien évident que dans une telle situation ce sont non seulement les voyageurs mais aussi les cheminots qui paient les pots cassés. Il arrive souvent que les passagers, ne trouvant pas de place, s'installent sur les rayons à bagages contre le plafond. L'un d'eux dira: «Si vous voulez qu'on ne soit pas des animaux, vous n'avez qu'à nous donner des trains dignes de transporter des êtres humains» (ibid). Parfois, ça tourne au tragique. «Il arrive qu'à défaut de places à l'intérieur du train, des voyageurs fassent le trajet au-dessus du toit». Résultat, des accidents, dont l'un récemment. Bilan: 2 morts, 8 blessés graves (ibid).

Les cheminots ne sont pas mieux lotis: «il n'est pas rare que les conducteurs et les convoyeurs des trains de marchandises restent 10 à 12 heures d'affilée à bord des convois» (ibid). Mais ce n'est pas tout; «En gare de Annaba, les travailleurs vivent dans d'anciens wagons désaffectés, transformés en dortoirs. En hiver, ils se réchauffent à l'aide de lampes à carbure. En été, la chaleur est intenable. Pour manger, il faut

se contenter de repas froids» (ibid). Sans commentaires.

EL ASNAM, UN AN APRES

Le gouvernement a fait un grand tapage sur sa soi-disant action en faveur des masses sinistrées d'El Asnam, victimes du tremblement de terre de 1980. Un an après, quelle est la situation exacte dans laquelle se trouvent les masses pauvres d'El Asnam? Elle est catastrophique de l'aveu même de la revue de l'ANP: «Dans tous les camps, c'est le même spectacle: le soleil cogne dur, l'air manque, et entre les tentes et les baraques, de petites rigoles d'eau boueuse et noire. Une odeur nauséabonde se dégage de ces ruisseaux et marécages. Au vu de cette situation, on a l'impression de toutes sortes de maladies et d'épidémies n'auront pas trop de difficultés à se propager...» (El Djeich, novembre 1981).

Les chiffres parlent d'eux-mêmes: 54.356 logements détruits par le tremblement de terre; 15.000 logements en préfabriqué ont été construits et seulement 5.050 ont été attribués!

LUTTES SOCIALES

Grèves des travailleurs de l'enseignement

La dégradation du pouvoir d'achat et l'aggravation des problèmes sociaux des travailleurs sont à l'origine de la multiplication des grèves ces derniers mois. C'est ainsi que les travailleurs de l'enseignement ont fait grève à Alger début décembre tant dans le secteur du secondaire et technique que dans celui du moyen.

Nous reprenons ici leurs revendications essentielles. Sur le plan immédiat:

- Un logement pour tous les travailleurs et enseignants de la wilaya;
- Une indemnité de transport pour les non-transportés;
- Une prime de documentation pour tous les enseignants;
- Une indemnité de nuisance pour les agents de service, agents techniques OP1, OP2, OP3, ANS, cuisiniers, magasiniers, laborantins, aides-agents, agents d'imprimerie et de tirage;
- L'application du décret 81/14 portant indemnité du travail posté;
- L'application du décret 81/57 portant indemnité du service permanent;
- Le paiement des cotisations de retraite par l'Etat couvrant ainsi les années de service effectuées par les agents nouvellement titularisés;
- L'alignement des éducateurs de sport (échelle 11) sur l'échelle 12;
- L'allongement du congé de maternité de 12 à 14 semaines.

A moyen terme, les travailleurs de l'enseignement réclament:

- la titularisation des agents vacataires et temporaires;
- que les années de service effectuées par les agents vacataires soient prises en considération en tant qu'années d'ancienneté;
- la multiplication et la décentralisation des coopératives de consommation;
- l'équivalent de 3% de la masse salariale Pour les œuvres socio-culturelles;

- la généralisation des camps de vacances;
- la généralisation de la prime de panier
- l'installation de cantines centrales pour les élèves des quartiers populaires;
- l'accélération de la construction de C.E.M. pour résorber la surcharge des classes dans certaines dairates;
- le respect de l'activité syndicale dans les établissements.

Extraits d'un tract diffusé par nos camarades à Alger sur la grève des enseignants.

«[...] Camarades!

Il faut regarder la réalité en face. Il n'y a rien à attendre d'un Etat qui condamne les masses populaires à l'austérité. Il n'y a pas d'autre solution pour les travailleurs, pour les enseignants que la lutte, que la grève, même si la bourgeoisie envoie ses chiens dans les lycées, dans les usines, dans les facs. Ses revendications ne peuvent être arrachées par les enseignants, par les travailleurs que sur le terrain d'un rapport de forces.

Cette force, les enseignants, les travailleurs, l'acquièrent en mettant à profit leur nombre, en s'unissant et en s'organisant sur le terrain de la défense intransigeante de leurs revendications. Il est donc urgent de prendre contact avec d'autres enseignants, d'autres CEM et lycées: l'union fait la force, seule une large mobilisation peut faire céder l'Etat bourgeois!

Camarades!

Les restrictions imposées par la bourgeoisie aux libertés de grève, d'expression, de réunion et d'organisation apparaîtront pour les masses comme un obstacle pour la lutte pour les objectifs les plus élémentaires. Aussi, la lutte pour nos revendications est inséparable de la lutte pour les libertés d'expression, de réunions, d'organisation.

Quant à nous, nous soutiendrons tout mouvement de grève, toute riposte courageuse à l'insolence de la bourgeoisie, de son Etat, de ses flics et de ses valets.

— Pour une augmentation effective des salaires!

Pour un logement décent pour tous les enseignants!

— Pour le transport ou indemnité de frais de transport!

— Pour la titularisation des vacataires et de tous les hors-statut!

— Pour les libertés d'expression, de réunion, d'organisation

— A bas la bourgeoisie et son Etat!

— Vive la lutte des enseignants!

Emeutes à Segus

Nous recevons d'Algérie l'information suivante:

«Des paysans de la Wilaya d'Oum-El Bouaghi se sont soulevés contre le pouvoir durant la semaine du 8 au 13 décembre. La plupart d'entre eux étaient armés de fusil de guerre ou de chasse. Durant le soulèvement qui avait pour origine une répartition népotique d'un misérable quota de logements (quelques dizaines), le maire de Segus a été tué par plusieurs balles tirées par des paysans. Selon certains voyageurs dignes de foi que nous avons rencontré, il y aurait des centaines d'arrestations et l'armée serait intervenue pour mater cette révolte et protéger les locaux de la Wilaya pris d'assaut. Les événements n'ont semble-t-il, pas encore pris fin.»

Aux prolétaires et aux paysans pauvres qui se révoltent contre la misère, les bourgeois du monde entier opposent la répression. Il faut se préparer à y faire face.

Le FLN cautionne le secteur privé

A la suite de l'affrontement politique qui a eu lieu au sein du FLN entre les partisans du secteur public et ceux du secteur privé, le Comité central du FLN, tout en rappelant le monopole de l'Etat sur les secteurs économiques stratégiques, se prononce pour une plus grande «mobilisation» des initiatives du secteur privé dans le cadre du développement capitaliste en Algérie. La référence à la Charte nationale, dans la résolution du Comité central du FLN, n'a donc pas empêché les partisans du secteur capitaliste privé de marquer un point.



Le débat qui a eu lieu dans les cadres bien délimités du FLN autour du dossier du «secteur privé» a vu s'affronter deux grandes tendances, bien que la presse officielle n'a pas jugé opportun, comme d'habitude d'en faire état. La première tendance consiste à mettre tous les maux économiques et sociaux exclusivement sur le dos du secteur d'Etat. Elle réclame, par conséquent, l'allègement des contraintes étatiques qui pèsent sur le secteur privé. Les partisans déclarés du capitalisme privé qui, soit dit en passant, ne se sentent pas mal à l'aise dans le cadre du FLN, sont ainsi arrivés à réclamer ouvertement une plus grosse part dans les projets de développement économique et social et une plus grande liberté d'initiative.

La faillite des projets économiques et sociaux lancés à grands fracas publicitaire par l'Etat bourgeois n'a pas évidemment manqué d'être utilisée par les secteurs de la bourgeoisie privée, qui n'ont pas hésité à créer de fausses pénuries et à fermer des chantiers et des ateliers pour augmenter les prix, diminuer le niveau des salaires et faire pression sur l'Etat à la veille de la VI^e session du Comité central du FLN.

Quant à la seconde tendance qui s'est manifestée au cours des débats du FLN, elle nie carrément la faillite du secteur d'Etat. Il est vrai que celui-ci ne continue pas moins d'engraisser de nombreux technocrates et bureaucrates. Les partisans du «secteur public» réclament de l'Etat un

contrôle plus strict et plus vigoureux des activités du secteur privé et n'hésitent pas à s'appuyer sur la Charte nationale de Boumediène où il est écrit que le secteur privé ne doit pas «acquérir la puissance économique et influer sur les centres de décision de l'Etat» (p.31). Les réformistes du Parti de l'Avant-garde Socialiste (PAGS) se rangent parmi les défenseurs les plus acharnés de cette seconde tendance.

Les décisions de la VI^e session du Comité central du FLN (22-24 décembre 1981) ont permis aux partisans du secteur privé de marquer un point. En effet, le Comité central du FLN n'a pas suivi ceux qui s'appuyaient sur le phénomène indéniable de la spéculation et la hausse vertigineuse des prix pour réclamer la suppression des mandataires et le rétablissement des mandataires et le rétablissement des prérogatives des bureaucrates des coopératives de commercialisation. Le Comité central du FLN considère que «le secteur privé national détenu par des citoyens algériens dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie, du commerce, de la construction, du tourisme et de l'ensemble des prestations de services à caractère social concoure au développement du pays et est garanti dans le cadre de la loi» (El-Moudjahid du 27/12/1981).

Après avoir apprécié «les rapports réels et multiples à l'initiative du secteur privé pour l'édification nationale», le Comité central du FLN affirme «la nécessité de

tracer des perspectives positives aux opérateurs privés et de leur assurer des garanties appropriées» et «invite les instances de l'Etat à élaborer et mettre en œuvre un cadre complet et cohérent qui stimule, oriente et contrôle l'évolution du secteur privé».

Cependant, les partisans du capitalisme d'Etat ne désespèrent pas en Algérie. Le Comité central du FLN réaffirme «la place stratégique» du secteur d'Etat, faussement baptisé «socialiste», lequel demeure «l'instrument déterminant de direction et d'organisation de l'économie». Contrairement aux prétentions des réformistes du PAGS et des trotskystes qui font leur jeu, les travailleurs algériens n'ont pas à défendre le capitalisme d'Etat contre le capitalisme privé, la bourgeoisie technocratique contre la bourgeoisie privée. D'ailleurs, même la presse aux ordres reconnaît que c'est à l'ombre du secteur d'Etat que s'est développé le secteur privé: «La bourgeoisie nationale s'accommode très bien d'un secteur public qui jouerait le rôle de paravent face aux fluctuations du marché mondial et à la concurrence des multinationales, réglées sur les dures lois du marché capitaliste mondial face auquel le secteur privé au sein des pays en voie de développement ne peut absolument rien espérer» (El-Moudjahid du 24/12/1981).

C'est sur la base de la défense exclusive de leurs intérêts de classe propres que les travailleurs doivent s'organiser aussi bien dans les secteurs où ils ont en face d'eux les patrons privés que dans ceux où ils affrontent directement l'Etat-patron. La répression très dure des grèves ouvrières qui éclatent dans des unités appartenant au secteur d'Etat (Sonacobe du port d'Alger, Sonatrach de Béni-Merad, etc.) montre bien que celui-ci n'a de socialiste que le nom. Ils sont déjà de plus en plus nombreux les travailleurs qui en font l'expérience.

Lisez

Les Cahiers d'El-Oumami

**La situation politique
en Algérie
et
les tâches des
révolutionnaires**

parti communiste international

2

Misère de l'anti-impérialisme bourgeois

La bourgeoisie algérienne n'a pas fini d'agiter le drapeau de l'anti-impérialisme pour mieux tromper les masses. Cependant, ses prétentions anti-impérialistes ont du mal à résister à la réalité de sa dépendance commerciale, technologique et financière à l'égard des pays capitalistes industrialisés. Ces dernières années, l'acuité avec laquelle se posent les questions sociales (ravitailllement, logement, chômage des jeunes, etc.) a amené la bourgeoisie à réviser partiellement les orientations économiques du régime de Boumediène. La stratégie fort coûteuse de l'«industrie industrialisante» a été mise en veilleuse au profit d'une politique économique axée sur la rentabilisation des investissements déjà engagés. Chadli fait miroiter aux masses la perspective d'une résolution prochaine des problèmes sociaux, surtout celui du logement.

Pour éviter de s'attirer les foudres des

masses populaires de plus en plus mécontentes, la bourgeoisie algérienne s'est jetée dans les bras de l'impérialisme français. Celui-ci, alléché par l'importance relative du marché algérien, a trouvé la chose fort intéressante. Mitterrand a fait un voyage à Alger pour marchander la «coopération» de la France social-impérialiste.

Donnant-donnant. La bourgeoisie algérienne souhaitait l'indexation du prix du gaz sur celui du pétrole brut. En échange, elle n'a pas levé le petit doigt contre le ralliement aux accords de Camp David. Elle a émis des réserves timides sur le plan Fahd sans pour autant le rejeter. Dans l'affaire tchadienne, elle a bien demandé le retrait des troupes lybiennes, faisant ainsi le jeu de Paris.

L'impérialisme français a refusé d'indexer le prix du gaz sur celui du pétrole. Il a accepté de relever un peu le prix du gaz

contre des marchés algériens (biens d'équipement, construction de logements, mise sur pieds d'un métro à Alger, etc.) Mais, surtout, l'impérialisme français a exigé que la bourgeoisie algérienne prenne des mesures policières draconiennes pour arrêter l'émigration de «faux touristes» en quête d'un travail au noir en France. D'ores et déjà, des milliers de jeunes algériens se sont vus retirer leur passeport en Algérie sous prétexte que les autorités vont prochainement informatiser les passeports. L'anti-impérialisme de la bourgeoisie algérienne apparaît de plus en plus pour ce qu'il est dans la réalité. Aux travailleurs conscients de se servir de ces faits pour montrer à tous leurs frères de classe que seul le prolétariat pourra en finir avec le pillage impérialiste en s'attaquant aux fondements du système capitaliste à l'échelle internationale.

La bourgeoisie se blinde davantage

Devant le mécontentement grandissant des masses populaires, la bourgeoisie algérienne cherche à se préparer aux éventuelles explosions sociales par toute une série de mesures:

1) La normalisation de l'UGTA et de l'UNJA s'intensifie. Chadli vient de rappeler que le FLN est le seul parti reconnu en Algérie, pour justifier la reprise en mains de toutes les structures périphériques des «organisations de masse». La préparation du Congrès de l'UGTA constitue une occasion pour parachuter des barbouzes à la solde du FLN dans tous les secteurs remuants et on aurait tort de penser qu'il ne s'agit là que d'un duel FLN-PAGS. Lors des travaux de la VI^e session du Conseil National de l'UNJA des 26 et 27 novembre 1981, le bureau a refusé de discuter l'ordre du jour et les diverses propositions en passant immédiatement à la mise sur pieds des commissions. Les listes de ces dernières étaient établies par avance. La commission des statuts d'une soi-disant «organisation de masse de la jeunesse» est composée de 31 secrétaires généraux de wilayates, 4 membres du Conseil, 1 représentant de l'émigration et 3 secrétaires nationaux!

2) Dans le cadre de la multiplication des organes répressifs, *El Moudjahid* du 1/12 rapporte qu'«il est créé par décret un corps d'inspecteurs des services publics communaux». La bourgeoisie n'a pas d'argent pour améliorer le trafic ferroviaire ou construire des hôpitaux mais elle en trouve subitement lorsqu'il s'agit de payer ses flics ou encore importer des Honda pour ses bureaucrates.

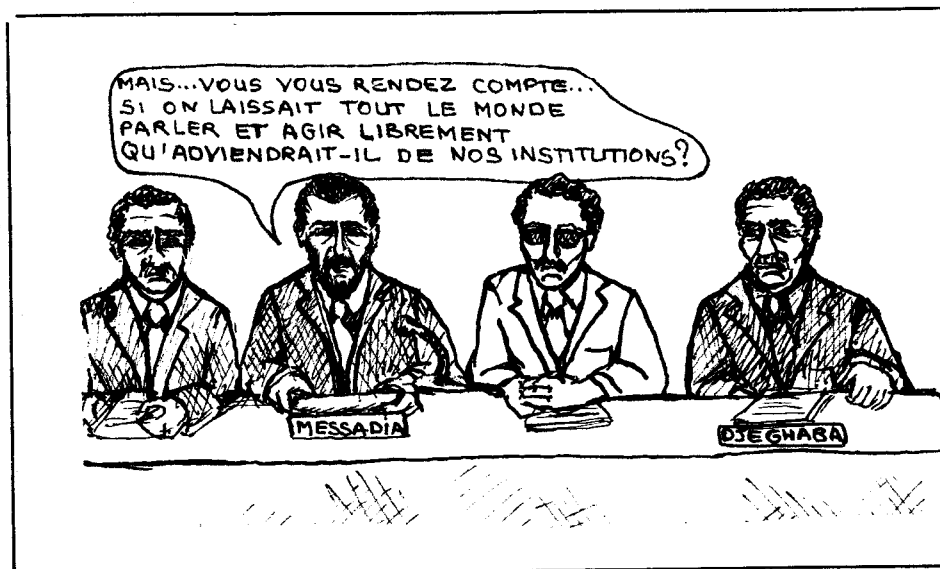
Ce nouveau corps de répression veillera bien sûr à «sauvegarder la morale publique et la sécurité des personnes et des

biens; maintenir le bon ordre dans tous les endroits publics où ont lieu des rassemblements de personnes; réprimer les atteintes à la tranquillité publique et tous actes de nature à la compromettre...» (*ibid*). Dans le jargon des bourgeois on comprend facilement la mission de ce nouveau corps de police communale: une répression plus directe dans les quartiers par des flics omniprésents qui seront ou essaieront du moins d'être au fait de tout ce qui pourrait se préparer (rassemblements, manifestations, etc.)

3) Parallèlement, à l'APN, se discutait un projet de loi relatif à la «prévention» et à la répression des grèves. On notera com-

ment à l'Assemblée, cette caverne de brigands, les députés assument leur mission de commis de la bourgeoisie. Ainsi, l'«élu» Boudiaf affirmera: «La grève est un crime plus grave que les crimes les plus graves...» (*El Moudjahid* 20-21/12), ou encore, «Il n'y a pas de dialogue possible avec des gens qui cessent le travail et veulent imposer leurs points de vue à l'Etat» (*ibid*).

Face à la multiplication des grèves ouvrières et à la montée des luttes sociales, la bourgeoisie se blinde pour mieux protéger ses privilèges. Que les travailleurs s'organisent pour mieux lui faire face!



Comment résister à l'offensive du FLN ?

COMMENT EXPLIQUER L'OFFENSIVE DU FLN

L'explosion populaire en Kabylie au printemps 1980 a fait réfléchir les fractions les plus dures de la bourgeoisie algérienne.

Le congrès extraordinaire du FLN en juillet 1980 avait mis en veilleuse la soi-disant «collégialité» du bureau politique inauguré au lendemain de la mort de Boumediène. Chadli avait eu les pleins pouvoirs en vue de «remettre de l'ordre dans le pays». Les rééquilibres des rapports de forces et les querelles inter-clans au sommet de l'Etat bourgeois ne doivent pas cacher qu'à travers la reconcentration des pouvoirs exécutifs et la restructuration politico-syndicale qu'ils ont impulsée, les militaires du Comité central du FLN cherchent fondamentalement à mieux préparer la bourgeoisie à faire face au mécontentement social grandissant et aux éventuelles explosions populaires. Dès sa IV^e session du 29 décembre 1980, le Comité central du FLN prenait un certain nombre de mesures draconiennes. C'est Chadli en personne qui avait pratiquement choisi les 31 secrétaires des Mouhafahates, pour la plupart officiers de l'ANP, charger de veiller à l'application scrupuleuse des directives gouvernementales au niveau des wilayates.

Par ailleurs, l'entrée en vigueur de l'article 120 des statuts du FLN, lequel stipule que tous les cadres des soi-disant «organisations de masse» sont obligés d'appartenir au FLN, a été l'occasion d'une véritable chasse aux sorcières au sein de l'UGTA, l'UNFA et l'UNJA. Des centaines de sections échappant au contrôle du FLN ont été dissoutes. L'Union Territoriales d'Alger-centre (UTAC) a été décapitée. Un bureau fantôme d'éléments à la solde du FLN a été parachuté à sa tête. L'exemple est évidemment loin d'être le seul. Plusieurs secrétaires fédéraux ont été suspendus.

Les militants et sympathisants du Parti de l'Avant-Garde Socialiste (PAGS) n'ont pas été épargnés, malgré leurs services passés et présents, malgré leur modération et leur attachement à la politique criminelle de la collaboration de classes. Plus récemment, l'attitude insolente de Chérif Messâdia et de Djeghaba à la VI^e session du conseil national de l'UNJA et leur refus de discuter quoi que soit montre, s'il en est encore besoin, que loin de se ralentir sous l'effet magique des sermons hypocrites et défaitistes des pagistes qui prêchent le «dialogue» et la «concertation», l'offensive anti-ouvrière et anti-jeunes du FLN ne fait que s'intensifier.

Et pour cause. Ce que redoutent les fractions les plus dures du FLN, et à travers elles toute la bourgeoisie algérienne, c'est que dans un contexte marqué par l'absence de toute expression indépendante et organisée des masses, l'austérité et l'aggravation des problèmes sociaux poussent les travailleurs et les jeunes chômeurs à s'engouffrer jusque dans les brèches ouvertes à la base de l'UGTA et de l'UNJA.

Le Comité central du FLN a bien appris de l'expérience tunisienne qu'il est très difficile et très aléatoire de jouer la carte d'une soi-disant «ouverture syndicale» ni même de tolérer une «autonomisation» relative du syndicat sans ouvrir en même temps des brèches dans lesquelles des travailleurs combattifs ne manqueront pas de s'engouffrer pour mettre en avant leurs revendications de classe. Surtout lorsque les salaires sont bloqués au moment où les prix continuent de grimper de façon vertigineuse.

De plus, les fractions les plus dures du Comité central du FLN ont un autre argument en faveur de la «normalisation» de l'UGTA. La soi-disant «ouverture syndicale» inaugurée lors du 5^e Congrès de l'UGTA d'avril 1978 a permis aux réformistes du PAGS de s'incorporer dans l'appareil bureaucratique de l'UGTA. **Mais cela n'a pas empêché le développement des luttes ouvrières** (1977: 522 grèves officiellement; 1980: 922 grèves). Parce qu'ils ont été incapables de prévenir et de canaliser les luttes sociales, les réformistes du PAGS sont purement et simplement assimilés par les fractions de droite du FLN aux «agitateurs sociaux».

NON AUX SOLUTIONS ILLUSOIRES

Mais cela ne doit pas faire illusion. Les réformistes du PAGS se sont toujours défendus d'être à l'origine des luttes sociales. Pour eux, le «front intérieur» (c'est-à-dire le front entre exploités et exploités) reste sacré: *«L'essentiel de tous les efforts doit être centré sur ce qui peut unir et renforcer le front intérieur [...] Il s'agit dans le cadre institutionnel actuel, de continuer à renforcer le front intérieur anti-impérialiste...»* (Saoût-Echaâb 24/10/1981)

Dans ces conditions, compter un seul instant sur les réformistes du PAGS dans la résistance à l'offensive bourgeoise tous azimuts, et plus particulièrement dans la résistance à l'offensive du FLN dans les entreprises, c'est aller à la guerre pieds et poings liés, c'est aller tout droit à la défaite... sans même livrer bataille.

Ce n'est pas un hasard si l'offensive du FLN a lieu précisément dans une période marquée par l'aiguïssement des contradictions de classes. Le «Mouvement du printemps» de 1980, bien que limité pratiquement à la Kabylie, a donné l'occasion à la bourgeoisie de redouter la profondeur d'un mécontentement social longtemps comprimé et auquel la moindre brèche peut servir pour réaliser sa percée et se transformer en un vaste mouvement de masse.

La bourgeoisie en a tiré ses conclusions: refermer les brèches, congédier les apprentis-bureaucrates réformistes dont la phraséologie s'est avérée incapable de prévenir et de canaliser les luttes sociales, emprisonner, licencier et chasser des structures périphériques les travailleurs et les jeunes qui n'hésitent pas à mettre en avant les revendications sociales même s'ils ne sont pas encore arrivés à s'arracher à l'influence de l'idéologie dominante (nationalisme-populisme).

L'offensive du FLN a donc avant tout un caractère préventif. Il s'agit d'une opération de police sociale qui vise à mieux préparer la bourgeoisie aux affrontements de classes qui s'annoncent à l'horizon.

Dans les conditions actuelles de l'Algérie où, à la différence des pays capitaliste occidentaux, la bourgeoisie ne dispose pas et n'a pas les moyens financiers de disposer de partis et d'appareils syndicaux réformistes capables d'amortir jusqu'à un certain point les mouvements sociaux, il est démagogique de penser qu'elle pourrait se passer des méthodes dures dans une période où l'ensemble des données économiques et sociales lui font redouter par-dessus tout la multiplication des grèves ouvrières et les explosions sociales.

Au moment où la bourgeoisie algérienne se met à genoux devant l'impérialisme français, espérant un relèvement sensible du prix du gaz qui lui permettrait de subvenir aux quelques dépenses sociales qui retardent encore les explosions popu-

laïques, comment peut-on imaginer qu'elle puisse céder aux revendications pressantes des masses sans une puissante mobilisation dans les entreprises et dans la rue ? Comment peut-on imaginer, dans ces conditions, que la bourgeoisie continue à tolérer les réformistes du PAGS qui, tout en se mobilisant pour les tâches d'«édification nationale», ne peuvent ne pas mettre en avant parfois quelques unes des revendications sociales pour garder le contact avec les travailleurs et les jeunes qu'ils influencent ?

L'attitude des réformistes du PAGS, c'est l'attitude classique du petit-bourgeois écrasé par l'Etat capitaliste mais vivant des miettes de l'exploitation de la classe ouvrière et des masses paysannes pauvres et qui, de ce fait, se retrouve continuellement ballotté entre la bourgeoisie et le prolétariat. La classe ouvrière, par contre, ne peut se mobiliser à la fois pour les tâches d'«édification nationale» qui n'ont fait jusqu'ici qu'engraisser les bourgeois et les bureaucrates et pour ses revendications de classe propres. Cela est d'autant plus vrai lorsqu'il s'agit d'un pays «en voie de développement» subissant de manière quasi mécanique les effets de la crise internationale du capitalisme.

C'est pourquoi vouloir résister à l'offensive économique de la bourgeoisie qui se traduit politiquement et physiquement par l'offensive des fractions les plus dures du FLN sur le terrain et avec les méthodes proposées par les réformistes du PAGS ne peut mener les travailleurs qu'à la catastrophe. Le terrain du PAGS, c'est celui de l'«économie nationale». C'est un terrain piégé d'avance puisque la limite des revendications des masses s'arrête là où commence celle de l'«économie nationale». Les méthodes du PAGS, ce sont le «dialogue» et la «concertation». C'est le désarmement politique et physique des travailleurs. Inutile de dire que cela ne mènera à rien sinon au massacre des travailleurs en rangs dispersés comme cela n'est malheureusement que trop souvent arrivé (dockers d'Alger, Sonacob du port d'Alger, DNC d'Alger, Sonatrach de Béni-Mérad, etc.).

L'UNITE D'ACTION DES TRAVAILLEURS PASSE PAR LA SEPARATION AVEC LES AGENTS DE LA COLLABORATION DE CLASSES

Etant donné l'absence de l'organisation indépendante du prolétariat algérien sur des bases de classe et que les réformistes du PAGS constituent en milieu syndical la seule force organisée face au FLN, n'est-il pas plus réaliste, diront certains, de réaliser l'unité d'action la plus large, notamment avec les pagistes ? Nous, communistes internationalistes, nous

sommes pour l'unité d'action la plus large des travailleurs. Pourquoi ? Parce que les revendications sociales pressantes sont communes à tous les travailleurs. Parce que la force des travailleurs réside dans leur nombre. Parce que l'union fait la force.

Nous sommes donc pour l'unité la plus large des travailleurs pour arracher les revendications sociales et politiques urgentes à l'Etat bourgeois. C'est là la question fondamentale. Les réformistes du PAGS ont-ils mis leur nombre, leurs réseaux organisationnels et leur place dans les structures du syndicat au service de la lutte des travailleurs pour leurs revendications ? Les réformistes du PAGS organisent-ils vraiment la résistance à l'offensive du FLN dans les entreprises ?

Aujourd'hui, heureusement que nous ne sommes pas les seuls à répondre non à ces questions. Pire, les réformistes du PAGS ont tout fait pour dénigrer et saboter le travail des structures autonomes alternatives qui sont nées au feu de la lutte (comités de l'Institut des Sciences Economiques et de la cité Taleb Abderrahmane à Alger, coordination populaire à Tizi-Ouzou) par opposition aux structures officielles (CNE-UNJA, comités pédagogiques, etc.).

Dans ces conditions, proposer une «unité d'action» aux réformistes du PAGS face à l'offensive du FLN comme le font les trotskystes du prétendu Groupe Communiste Révolutionnaire (GCR), c'est contribuer à semer des illusions sur la véritable nature et la fonction anti-ouvrières et contre-révolutionnaires du PAGS, c'est capituler devant les difficultés qui jalonnent le chemin de la lutte et de l'organisation indépendante sur un terrain de classe, c'est enfin tourner le dos à la véritable unité d'action dont les travailleurs ont cruellement besoin, à savoir l'unité d'action autour des objectifs de classe qui engagent le présent et l'avenir du prolétariat : la défense du pouvoir d'achat, la lutte contre les licenciements, la résistance à la répression syndicale dans les entreprises et la lutte pour les libertés politiques et syndicales. C'est seulement autour d'objectifs de classe clairs et sans équivoque que se développera l'union grandissante des travailleurs et que se construira l'organisation indépendante du prolétariat.

Tout en appelant nos sympathisants à concrétiser sur le terrain syndical les orientations classistes que nous avançons ici, nous ne perdons pas de vue dans la situation actuelle qu'en intensifiant notre travail politique et idéologique, en vue de construire le parti marxiste révolutionnaire, nous contribuerons, à un niveau supérieur, à assurer au prolétariat son indépendance de classe en donnant au jeune mouvement ouvrier algérien la direction politique dont il a besoin pour organiser, à la tête des masses populaires, le combat contre la bourgeoisie et son Etat.

«[...] le réformisme, même lorsqu'il est est absolument sincère, devient en fait pour la bourgeoisie un instrument de corruption et d'affaiblissement des ouvriers. L'expérience de tous les pays montre qu'en faisant confiance aux réformistes les ouvriers ont toujours été dupes.

Au contraire, si les ouvriers ont assimilé l'enseignement de Marx, c'est-à-dire s'ils ont pris conscience du fait que l'esclavage salarié est inévitable aussi longtemps que dure la domination du capital, ils ne se laisseront tromper par aucune réforme bourgeoise. Comprenez que, si le capitalisme est maintenu, les réformes ne peuvent être ni durables ni sérieuses, les ouvriers luttent pour les améliorations qu'ils utilisent pour poursuivre une lutte plus opiniâtre contre l'escla-

vage salarié. Les réformistes s'efforcent de diviser et de tromper les ouvriers au moyen d'aumônes, de les détourner de la lutte de classe. Les ouvriers qui ont compris la fausseté du réformisme, utilisent les réformes pour développer et étendre leur lutte de classe.

Plus l'influence des réformistes sur les ouvriers est forte, et plus les ouvriers sont impuissants, plus ils sont sous la coupe de la bourgeoisie, plus il est facile pour celle-ci de réduire à néant les réformes par des subterfuges divers. Plus le mouvement ouvrier est indépendant, plus ses objectifs sont profonds et vastes, plus il est affranchi de l'étroitesse du réformisme, et mieux les ouvriers réussissent à consolider et à utiliser des améliorations isolées.

(Lénine, tome 19 pages 399-400)

Lecteur, abonne-toi, écris-nous !

Fais connaître El-Oumami autour de toi !

Pour en finir avec les flottements

La mobilisation des femmes à Alger contre le projet de statut personnel continue. Après les rassemblements qui ont eu lieu au mois d'octobre à l'appel du Collectif des femmes, la mobilisation a repris au mois de décembre. Le 14 décembre: rassemblement devant le siège de l'APN. Les femmes ont été reçues par les flics en civil et en uniforme, pour des injures et par des coups. Malgré la répression, le collectif des femmes a appelé à un autre rassemblement le 23 décembre, cette fois-ci en plein centre-ville, sur les marches de la grande poste.

Les conditions difficiles dans lesquelles se fait le travail d'information et de mobilisation et le sabotage de celles qui prétextent que les «femmes ne sont pas encore prêtes à descendre dans la rue», «qu'il faut d'abord organiser des débats» avant d'appeler à des actions concrètes, pour ne pas faire le travail de mobilisation, expliquent largement qu'il n'y ait pas eu beaucoup de femmes au rassemblement du 23 décembre.

Rappelons par ailleurs qu'à Oran, une grève a eu lieu le 14 décembre en milieu étudiant. Une assemblée générale s'est tenue et une motion de soutien au Rassemblement d'Alger a été adoptée.

Cependant les conditions difficiles dans lesquelles se fait le travail de mobilisation ne peuvent justifier le recours à des méthodes qui, pour le moins qu'on puisse dire, désorientent et affaiblissent les femmes qui participent au mouvement. Ainsi en est-il par exemple de l'attitude qui consiste à jouer au plus fin avec l'Etat bourgeois en demandant le respect de la «Charte nationale» et de la constitution dans l'espoir d'éviter des coups durs ou d'échapper aux calomnies («agents de l'impérialisme», etc.). Avec une telle attitude, il est vain d'espérer quoi que ce soit. Les autorités répondent que les textes officiels sanctionnent déjà l'égalité des droits. Et puis, la Charte et la Constitution... n'autorisent pas les travailleurs et les femmes à descendre dans la rue. S'il y a des problèmes, ils n'ont qu'à les poser dans le cadre des structures officielles (UGTA, UNFA, etc.). Bref, il ne sert à rien de se cacher derrière les textes officiels à partir du moment où on a le courage de descendre dans la rue.

Mais, répondent certaines, comment entraîner les femmes sous-informées, hésitantes ou qui ont peur? En tous cas, il serait illusoire de penser que la meilleure façon de les mobiliser serait de leur cacher l'enjeu réel de la bataille. D'ailleurs, il suffit que la police intervienne ou que les autorités menacent sérieusement les manifestantes pour qu'on ressente le besoin d'un réel travail de mobilisation et de préparation qui consiste à expliquer aux femmes qu'il ne s'agit pas d'une promenade où on va demander le respect de la «Charte» mais d'une action éminemment politique dans le contexte du pays qui exige à la fois nombre, fermeté et détermination.

Le même raisonnement s'applique évidemment aux autres expédients choisis pour combler la faiblesse de la mobilisa-

tion. Ainsi en est-il de l'utilisation des anciennes moudjahidates qui ne sont nullement prêtes à remettre en question leur parenté avec le FLN ni à accepter un travail régulier en dehors des structures officielles. Et pour cause, ne sont-elles pas pour la plupart aujourd'hui... femmes de bourgeois?

L'utilisation des magistrats n'est pas non plus heureuse pour le mouvement des femmes. Le légalisme de ces gens explique leur flottements et leur absence lors du rassemblement du 23 décembre et s'explique parfaitement lorsqu'on sait que ces gens-là, même s'ils voient effectivement d'un mauvais œil le projet de statut personnel, sont bien intégrés dans la société bourgeoise et n'ont ni problème de logement ni problème de transport.

Certains proposent de travailler en commun avec l'UNJA et les pagistes dans l'espoir de briser l'isolement du mouvement des femmes. Il s'agit de voir pourquoi on veut briser l'isolement. Il ne s'agit pas de briser l'isolement pour briser l'isolement auquel cas on se demande bien pourquoi on n'a pas rejoint l'UNFA. Il s'agit de briser l'isolement du mouvement pour atteindre les milliers, les centaines de milliers de femmes et de travailleurs **objectivement** intéressés pour la lutte contre les discriminations et l'oppression. Or, peut-

on croire sérieusement l'UNJA et les pagistes sur paroles lorsqu'ils font semblant de s'opposer au projet de Statut personnel? Et même si cela était vrai, leurs méthodes à savoir le «dialogue» et la «concertation» ont-elles déjà, par le passé, arraché une quelconque revendication?

Oui, pour arracher ses revendications légitimes, le mouvement des femmes a besoin de briser son isolement. Mais pas à n'importe quel prix. Pas au prix de dénaturer ses objectifs initiaux. Cet isolement est dû en partie au manque de travail à la base et à l'incapacité du mouvement à prendre en charge les revendications sociales pressantes lesquelles peuvent mobiliser un grand nombre d'ouvrières et de ménagères: logements, coupures d'eau, crèches, santé, etc. Il est encore temps pour s'atteler à ce travail. Mais pour qu'un tel travail soit effectivement pris en charge, il est clair que les militantes combattives doivent se convaincre de la nécessité de fixer au mouvement comme objectif à court terme, la liaison avec le mouvement social plus généralement et, en particulier, avec les groupes de travailleurs qui organisent la lutte syndicale dans les entreprises.

Le rassemblement de femmes tenu sur les marches de la Poste le 23 décembre **a fait peur**. Le dispositif mis en place un quart d'heure après le déploiement des banderoles le prouve: la Poste fermée, la place bouclée, la foule repoussée sans ménagement, les flics nous encerclant et commençant à arracher les banderoles. Et pourtant, nous nous sommes assises sur les marches et avons résisté.

Qu'aujourd'hui des courants crapuleux y voient la confirmation que les femmes ne sont pas assez «mûres» pour sortir dans les rues revendiquer une liberté d'expression est signe que nous leur avons — à eux aussi — fichu la frousse! Et ils tentent désespérément de décourager des éléments combattifs en croassant que nous n'étions pas des milliers.

Les mêmes courants proposent aujourd'hui de passer à l'offensive en appelant — tenez-vous bien — à... des conférences et des discussions autour du projet du statut personnel (manifestement, il n'y a pas un mais plusieurs projets qui circulent à Alger, donc auquel se fier?) et ils dénoncent les rassemblements sous prétexte qu'ils n'ont pas été «démocratiquement» décidés!

Mais le plus grave est que des courants qui admettent la nécessité d'aller au-delà du «dialogue» persévèrent dans l'appel au front uni. «Il y a, comme disait Lénine, en arithmétique politique, des opérations un peu plus compliquées que l'addition de tous les éléments d'opposition». Une opposition flottante et prête à trahir ajoutée à des éléments révolutionnaires véritablement combattifs ne donne pas toujours un résultat positif, il est souvent négatif» (tome 11).

La question de l'autonomie par rapport aux forces opportunistes et conciliatrices se pose avec acuité dans le mouvement des femmes dont les tergiversations, l'inaptitude à la fermeté, l'indécision ont déjà éloigné de nombreux éléments sincères et combattifs: cette question doit être tranchée immédiatement pour en finir enfin avec les pas en arrière.

Au cours de la discussion que les déléguées des femmes ont eu avec les députés de l'APN le 16 novembre 1981, le député Belayat n'a pas pu s'empêcher de dire à propos du projet de statut personnel: «Si on publiait ce texte maintenant, vu la mentalité de notre peuple on en arriverait peut-être aux armes».

Ces salauds de bourgeois ne perdent rien pour attendre!

Nous reproduisons ici un tract diffusé par nos camarades à Alger

Rien ne sera obtenu sans l'irruption des masses populaires dans la rue!

Trois ans de «chadlisme», c'est assez suffisant pour que chacun puisse en tirer quelques enseignements. Les partisans d'un changement sans douleur, par le sommet, en sont restés pour leur frais. L'«assainissement» et l'«épuration» dont se gargarise Chadli cachent mal les règlements de compte et les rééquilibrages des rapports des forces auxquels on assiste depuis la disparition de Boumediène et surtout depuis le Congrès extraordinaire du FLN de juillet 1980.

Nous sommes trop habitués à la politique des boucs-émissaires pour penser un seul instant que la corruption, le piston, le favoritisme et la politique des clans dont les masses populaires font les frais, peuvent disparaître avec l'élimination de quelques grosses patates qui, au demeurant, se multiplient chez nous avec une ardeur et une vitesse telles que nos champions du mensonge ne peuvent même pas attribuer, à l'instar d'autres phénomènes sociaux, à l'essor démographique...

Ceux qui attendaient la «démocratisation» de la vie sociale et politique et l'assouplissement de la dictature militaro-bourgeoise d'un simple changement de personnel au sommet de la pyramide de l'Etat bourgeois se seront vite détrompés. Aujourd'hui, même ceux qui ont toujours refusé d'envisager l'affrontement avec l'Etat et ont toujours refusé de préparer et d'organiser sérieusement l'auto-défense des masses en Kabylie ne peuvent pas ne pas conclure: **l'époque du dialogue est définitivement révolue.**

Les recettes pétrolières, si elles ne servent en aucune manière à résoudre les problèmes graves que vivent quotidiennement les masses populaires à tous les niveaux (logements, transports, santé, chômage des jeunes), sont continuellement mises à profit par l'Etat bourgeois pour récompenser serviteurs et chiens de garde, s'attirer les louanges de la presse internationale et donner enfin au mensonge institutionnalisé un semblant de crédit.

Il n'y a rien à attendre d'un Etat qui condamne les masses populaires à l'austérité au moment où il ne recule devant aucune dépense pour soigner son image de marque à l'étranger et se faire passer à travers la presse internationale, française en particulier, pour un régime plus «souple» et plus «ouvert» que celui de Boumediène

UN REGIME PLUS "OUVERT" SUR L'IMPERIALISME, PLUS "SOUPLE" AVEC LES FRERES MUSULMANS!

Le régime de Chadli est certainement plus ouvert sur l'impérialisme, français notamment, comme en témoigne le rapprochement avec la France social-impérialiste et les réserves timides qu'il a émises au sujet du plan Fahd. Un certain recul est ainsi pris par rapport à la phraséologie «anti-impérialiste» si chère à Boumediène et à ses émules du PAGS. Le

régime de Chadli est également plus souple... avec les «Frères musulmans» et les nationalistes même si, comédie oblige, il en arrive à faire condamner quelques uns (Alger, Annaba) pour mieux réussir l'amalgame et faire oublier les dizaines, voire les centaines de travailleurs, étudiants et lycéens détenus pour avoir osé lutter pour leurs droits sociaux, culturels et politiques les plus élémentaires.

La mascarade des procès qui ont eu lieu à Alger, Béjaïa, Akbou et Annaba au cours desquels des jeunes ont été condamnés à des peines allant jusqu'à quatre ans de prison ferme sous l'accusation fallacieuse d'«atteinte à l'ordre public»; la répression féroce qui s'est abattue au cours des deux dernières années sur les manifestants en Kabylie. La dissolution des sections syndicales échappant au contrôle du FLN, la multiplication des interventions violentes du Darak-Ei-Watani contre les grèves ouvrières (DNC d'Alger, Sonatrach de Béni-Merad, etc.); l'escalade des agressions impunies des bandes de «Frères musulmans» contre les jeunes, surtout les filles, qui ne se laissent pas entraîner dans leurs pratiques obscurantistes sous le regard approbateur des Benhamouda et Baki; le parachutage d'une «Charte culturelle» sanctionnant l'hégémonie de l'idéologie réactionnaire «arabo-islamique» et la folklorisation des langues populaires; la tentative de parachuter un «statut personnel» moyen-âgeux sanctionnant l'oppression des femmes algériennes dans le plus pur style traditionaliste: voilà l'«ouverture» de Chadli!

UNE SEULE SOLUTION: LA LUTTE

Il faut regarder la réalité en face. Rien ne pourra être obtenu sans la lutte. Rien ne sera obtenu si on ne descend pas dans la rue. L'absence d'organisation indépendante des masses populaires, l'inexpérience des jeunes, et la surveillance policière étroite ne facilitent pas les tâches des travailleurs et jeunes conscients. Mais il n'y a pas d'autre choix que de lutter si on ne veut pas rester écrasés.

C'est dans la lutte quotidienne autour d'objectifs concrets que se construira l'union grandissante des travailleurs et des masses populaires contre la bourgeoisie!

C'est en renforçant les comités autonomes existants et en en créant là où ils n'existent pas que les étudiants révolutionnaires participeront effectivement à la recomposition du mouvement étudiant, en liaison avec la lutte de la classe ouvrière et des masses exploitées pour le socialisme véritable!

C'est en organisant clandestinement, dès aujourd'hui, des liaisons et des réseaux qui échappent au contrôle du FLN et de la bureaucratie syndicale que les travailleurs conscients poseront leur pierre dans l'édifice de l'organisation indépendante du prolétariat sur la base de ses revendications de classe!

C'est en encourageant la naissance et la multiplication de cercles d'étude et de

reflexion sur la base des classiques du marxisme-léninisme, en relation avec l'étude des problèmes posés par la lutte des classes en Algérie, que les militants d'avant-garde contribueront à susciter une vie politique et idéologique qui puisse barrer la route aux apprentis-sorciers de l'«arabo-islamisme»!

Quant à nous, ni la répression, ni les intimidations de toutes sortes ne nous empêcheront de prendre nos responsabilités. L'arrestation de plusieurs de nos camarades et contacts en novembre 1978; les tortures sauvages qu'ils ont subies entre les mains des officiers de la Sécurité Militaire et la condamnation de cinq d'entre eux en décembre 1980 par le Tribunal Militaire de Blida à des peines allant de 3 à 10 ans de prison, loin de nous intimider, n'ont fait que renforcer notre détermination à lutter jusqu'au bout!

Ils se trompent lourdement ceux qui comptent sans la détermination des masses populaires! Ils se trompent lourdement ceux qui comptent sans la persévérance, la détermination et la capacité de reproduction des révolutionnaires!

Courage, camarades! Le «Mouvement de printemps» a montré la voie à suivre! Le dernier exemple en date, les femmes l'ont donné courageusement en manifestant devant l'APN contre le projet de «statut personnel»! D'autres mouvements ne tarderont pas à suivre! Il faut s'y préparer en redoublant d'efforts dans le travail de sensibilisation, de mobilisation, de prise de contacts et d'organisation autour de nos revendications légitimes partout où l'on se trouve!

Non à l'austérité: augmentation générale des salaires!

Halte à la répression: libération de tous les détenus!

Non aux discriminations: égalité totale des droits pour les femmes!

Pour les libertés politiques, syndicales et culturelles en Algérie!

Vive la lutte des classes! Vive le communisme!

Alger, le 20 décembre 1981

**PARTI COMMUNISTE
INTERNATIONAL
(EL-OUAMAM)**

Nous signalons à nos lecteurs qu'ils peuvent trouver notre presse notamment aux librairies suivantes: ment aux librairies parisiennes suivantes:

Librairie de la Cité universitaire internationale.

Kiosque Bd Saint-Michel (2° sur le trottoir de gauche en montant).

Librairie Tiers Mythe, 21 rue Cujas.

Immedyzen, rue de Lesdiguière

Mille et un livres (librairie arabe) rue Saint-Victor.

Honneur au prolétariat polonais

En proclamant l'état de guerre, en lançant sa milice, ses forces de sécurité et son armée dans la rue, en envoyant ses blindés déloger les ouvriers qui occupent les usines, les chantiers et les mines, la bourgeoisie polonaise, sous l'injonction du social-impérialisme russe, espérait mettre fin au mouvement ouvrier qui s'est développé de façon extraordinaire depuis l'été 1980 mais qui plongeait ses racines dans les mouvements de grève spontanés et les émeutes de 1970 et de 1976.

Mais les faits sont là. Les ouvriers polonais luttent pour une cause juste. Il n'y a pas plus de socialisme en Pologne qu'en Algérie ou dans les pays occidentaux. Les ouvriers polonais ont pris le chemin de la lutte de classe par ce qu'ils refusent de travailler et de crever pour les bureaucrates polonais, l'impérialisme russe et les banques occidentales. Ce sont leurs conditions de vie insupportables qui ont donc poussé les ouvriers polonais à s'organiser et à lutter. C'est pourquoi la militarisation de la société ne fera à la rigueur que ralentir provisoirement le mouvement ouvrier mais aucun état de siège ne pourra en finir définitivement avec la lutte des ouvriers polonais. Cela est d'autant plus vrai que l'histoire et les événements récents témoignent de la combativité formidable du valeureux prolétariat polonais.

Malgré la destruction d'une partie de leurs organisations syndicales, malgré l'esprit conciliateur et pacifiste de la direction de leur syndicat Solidarité, malgré l'appel à une résistance passive du dirigeant syndical le plus populaire (Walesa), malgré la désorganisation complète de la vie quotidienne à la suite de la proclamation de l'Etat de guerre, les ouvriers polonais ne se sont pas laissés faire.

Dès la proclamation de l'état de siège, de nombreuses usines se sont immédiatement mises en grève avec occupation des locaux, et ont commencé à organiser la résistance. Le ravitaillement des grévistes se faisait par les familles qui constituaient un lien permanent avec l'extérieur. Les tanks ont commencé à encercler les usines en grève parallèlement aux patrouilles à travers le pays qui empêchaient toute personne de se déplacer d'une région à l'autre sans une autorisation spéciale. L'Etat avait d'abord compté sur l'armée forte de 320.000 soldats (dont 180.000 conscrits ouvriers et paysans). Mais, autour des usines, les soldats laissaient les familles apporter des vivres, recueillir des informations, acceptaient les journaux et les tracts ronéotypés ou même écrits à la main et photocopiés qui circulaient, dressant les listes des nombreuses arrestations, et donnant des informations sur les grèves. A Varsovie, ces bulletins étaient distribués au vu et au su de patrouilles militaires qui ont ostensiblement changé de trottoir pour ne pas avoir à intervenir. Dès le samedi 20 décembre, on parlait de fraternisation entre soldats et ouvriers dans le Sud du pays et de l'arrestation de 53 officiers pour «rébellion». D'autre part, sur le bord des routes, on pouvait voir des tanks renversés, abandonnés par les soldats.

Dans ces conditions, l'Etat a fait appel aux forces de sécurité, c'est-à-dire la milice et la police, comptant 72.000 hommes actifs, qui ont déjà réalisé les massacres de 1970 et 1976 en Pologne.

De 45.000 à 50.000 personnes ont été arrêtées, dans les usines, dans les sièges locaux du syndicat Solidarité, au cours de rafles et des réunions, etc. L'Etat a ouvert de véritables camps pour enfermer les prisonniers, car les prisons étaient pleines. Les conditions de détention font souffrir les prisonniers de gangrène et de

gerçures (il n'y a pas de chauffage). Outre les passages à tabac, des militants ont subi des sévices lors des interrogatoires. Il y a eu plus de 1200 jugements avec des condamnations à partir de 3 ans de prison pour «agressions contre des soldats, inscriptions de slogans, distribution de tract aux militaires, création de comité de résistance».

Mais dans les usines occupées, se réfugiaient les militants qui étaient activement recherchés par la police et le bulletin n°4 de Solidarité (quatre bulletins depuis l'état de siège), constitue un lien entre tous les révoltés. Un comité intermines a été mis sur pied en Silésie où trente puits étaient en grève. Outre les bulletins, tracts qui circulaient, des affiches sont apparues appelant à la grève générale. Le 17 décembre, jour de la commémoration des massacres de 1970, de grandes manifestations ont eu lieu à Cracovie, Varsovie, Gdansk, lesquelles ont été brutalement réprimées par la police.

Dans les mines de Huta Katowice, Wujec, Piast, Zietmowit; dans les chantiers navals de Gdansk, Szczecin l'occupation a commencé dès les premiers jours contre l'état de siège et pour la libération de tous les emprisonnés. Dans les mines, les ouvriers retranchés au fond des puits, menaçaient de tout faire sauter en cas d'inter-

vention de la milice. A partir du 24 décembre, la milice a reçu l'ordre d'intervenir, l'armée ayant refusée de le faire, notamment à Katowice. Les forces de sécurité, appuyées de 34 tanks ont lancé un assaut contre les grévistes de Wujec, affirment les témoins. Le signal de l'assaut a été donné lorsque 2 tanks ont défoncé un mur entourant le carreau de la mine, près des bâtiments administratifs. Ils étaient conduits par des pompiers qui auraient expliqué par la suite qu'ils avaient été contraints à le faire sous la menace des armes des miliciens.

Les mineurs ont attaqué les tanks avec des barres de métal aiguisés, du matériel de forage et des cocktails molotov. Les mineurs étaient quelques centaines face aux canons à eau et à la police anti-émeute. Ils ont réussi à immobiliser un tank en bloquant ses chenilles avec des barres de fer. Quatre mineurs ont été touchés mortellement par des tirs d'armes automatiques, alors que deux autres ont été tués en tombant du haut d'un mur où ils cherchaient à lancer des rails sur les miliciens. Toujours à la mine de Wujec, après le massacre, «les mineurs de Wujec ont par mesure de rétorsion, tranchés les mains et les pieds d'éléments para-militaires»

(suite page 13)



affirme le *Daily Express*; «les mineurs leur ont aussi écrasé les genoux avec des masses de policiers».

Dans la plupart des usines où les militaires sont intervenus, les ouvriers ont résisté par la violence. Le 18 décembre, les femmes massées devant les aciéries Baildon en grève ont empêché la milice de donner l'assaut. Partout l'exaspération monte et lorsque la résistance ne se manifeste pas par des affrontements directs avec la milice, ou bien lorsque un mouvement d'occupation a été brisé, celle-ci continue sous la forme de sabotage de la production, par la fabrication de produits défectueux et par la détérioration des installations. Sans compter ce que la bourgeoisie appelle avec hypocrisie l'«absentéisme».

Cette magnifique combativité fait honneur au prolétariat polonais. C'est là un encouragement à la lutte de classe pour tous les ouvriers du monde! Que les actes d'héroïsme de nos frères de classe polonais soient répercutés par tous les cercles, noyaux et comités existant en Algérie parmi les travailleurs et les jeunes avec lesquels ils sont en rapport! Nous sommes certains que ces actes d'héroïsme serviront à alimenter la conviction et l'enthousiasme révolutionnaire de nombreux militants dans les conditions difficiles que nous traversons actuellement en Algérie.

Pour donner une image de la combativité des prolétaires polonais, nous reproduisons ici quelques déclarations de grévistes à partir d'une dépêche de l'AFP citée par *Libération* du 21/12/1981.

«Un ouvrier s'écrie: "Mais qu'est-ce qu'ils croient bon sang de Dieu, on ne va pas abandonner comme ça toutes les conquêtes de Gdansk. Ils nous prennent pour qui? Nous ne sommes pas des chiens. Ils suppriment les samedis libres, veulent nous faire trimmer 12 heures par jour s'il le faut, et même le dimanche, arrêtent en masse tous les dirigeants de Solidarité, on ne va pas quand même pas accepter tout ça sans réagir".

«Une femme enchaîne: "C'est vrai. Même si nous, nous étions prêts à accepter cela, il ne le faudrait pas pour l'avenir de nos enfants".

«Un autre gréviste: "Et d'ailleurs, la Pologne c'est qui? C'est nous les travailleurs, 15 millions, et pas cette poignée, ce 3% de dirigeants, en uniforme et en costume, qui ont conduit le pays à la ruine, et veulent à présent nous faire payer la facture, une fois de plus".

Brochure Le Prolétaire

VIVE LA LUTTE DES OUVRIERS POLONAIS

- ☐ Une lutte authentiquement prolétarienne
- ☐ Riches enseignements de cinq années de lutte. 1976-81
- ☐ Et maintenant, où va la classe ouvrière?
- ☐ Défendre les prolétaires polonais c'est l'affaire de notre classe

كيف يجب التصدي للاخوان المسلمين

انه ليس من الجديد في التاريخ أن أزمة المجتمع البرجوازي تشكل أرضية خصبة لظهور ونمو حركات رجعية تسعى للحفاظ على نمط الاستغلال والاضطهاد السائد عبر تدجين طاقات ونقمة الجماهير الكادحة تحت شعارات قومية- شوفينية أو دينية الهدف منها دمج الجماهير وتعبئتها في أطر وحروب رجعية بعيدا عن مصالحها الحقيقية. فمثال الفاشية في ايطاليا أو النازية في ألمانيا خير دليل على ذلك .

ان حركة الاخوان المسلمين في الجزائر تندرج في نطاق مخطط رجعي شامل يسعى للحفاظ على نظام الملكية الفردية وعلى كافة مظاهر الاستغلال والنهب الرأسمالية تحت شعار العودة للأصالة الإسلامية ومحاربة القيم الأجنبية وخاصة العربية منها الخ. لقد وصلت حركة الاخوان المسلمين في الجزائر الى مرحلة استعمال وسائل العنف والترهيب لاضعاف عددا كبيرا من الشبيبة المدرسية والجامعية وكذلك العاطلة عن العمل . ان الامثلة عديدة ولسنا بحاجة هنا أن نبرهن ما نقول اذ أن اعتداءات الخوانجية أخذت طابعا علنيا وبالرغم من محاكمة بعضهم في الجزائر العاصمة انه من البديهي أن حركة الاخوان المسلمين تقوم بأعمالها التعيسة بمساندة رجالات الشرطة ومؤسسات الدولة نفسها . أليس "الاسلام دين الدولة" فسي الجزائر كما نص على ذلك الدستور .

أمام نمو حركة الاخوان المسلمين وتعاقد عملياتها الاجرامية يجب على الشيوعيين الثوريين :
أولا : كشف نشاطهم الايديولوجي والسياسي ليكونوا على مستوى طلبات الشبيبة المدرسية والعاطلة عن العمل لأن الفراغ السياسي والفكري في ظل المناخ القمعي السائد في الجزائر سيشكل لا محالة أرضية خصبة لنشاط الاخوان المسلمين .
ثانيا : التنديد بالحلول السلمية والديمقراطية التي يروج بها انتهازيو " الاتحاد الوطني للشبيبة الجزائرية " و " حزب الطليعة الاشتراكية " الموسكوفيين . ان الحل الوحيد أمام تصاعد العنف الرجعي هو تهيئتنا لممارسة العنف الثوري .

ثالثا : تنظيم كل الطاقات الحية المناهضة للاخوان المسلمين سواء على مستوى الثانويات والمعاهد وعلى مستوى الاحياء . فالهدف من هذا النشاط التنظيمي الذي لا بد أن يأخذ في البداية طابعا سرياً هو تهيئة هذه الطاقات تهيئة سياسية وبدنية للتصدي لعصابات الاخوان المسلمين .

رابعا : ان هذا النشاط الايديولوجي والسياسي والتنظيمي يجب أن يأخذ أشكالا متعددة يمكننا ملائمتها مع الظروف المتغيرة . انه من المفيد جدا الشروع في تكوين حلقات فكرية أو لجان ثقافية (نوادي للسينما الخ...) مستقلة عن مؤسسات الدولة وعن منظمات حزب جبهة التحرير عندما لا يسمح لنا ميزان القوى بالقيام بأي نشاط

جماهيري نقابي أو سياسي .

العمال بدون اوراق...

التضامن العمالي، للتصدي لعمليات الطرد. لان من يبعد منهم فيما بعد سيعتبر رسمياً انتهز سخاء فرنسا" ودخل في اثناء حملة التسوية. ٣- بحجة تنظيم بعض مجالات الانتاج وتسيلا لعمليات "المواكبة حتى الحدود"، ٤- تبرير عمليات تقوية البوليس داخل فرنسا وعلى الحدود ٥- كل هذا مرفق باتفاقات مع بلد المنشأ وتنسيق تام مع اجهزة امنها الخ... في نهاية المطاف، هذا ما توصلت اليه "حكومة اليسار" مستفيدة من الهدنة الاجتماعية بوصولها الى السلطة، وبعد عدة محالات مماثلة من الحكومة السابقة. ليس ذلك بمستغرب لسو علمنا بالحملات المنظمة من ال PC وال PS الحزب الشيوعي والاشتراكي والقيادات النقابية بالدعوة لتطبيق صارم لمراقبة الهجرة من جهة، وبمساعدة الاحزاب التي تدعي الدفاع عن مصالح العمال "احزاب أقصى اليسار" وتنظيمات الهجرة كـ "دار العمال المهاجرين" MTI من جهة اخرى، حيث انهما في الوقت الذي يرفضان فيه شفها شروط التسوية، ساهما في عملية اليأس عند العمال، بالتركيز على ما يسمونه ايجابي في هذه القرارات وادعائهم عن رغبة الحكومة للانفتاح والحوار والنقاش.

ان النضال الذي خاضه العمال بدون اوراق حول "لجنة التنسيق" قد حقق رغهم تواضعه، وحدود توسعه الضيقة، الطرح السليم لضرورات النضال ضمن اطر مميزة وتنظيم مستقل، لم يزعج الحكومة فقط بل كل الاحزاب التي اجتمعت لكسره وبالدرجة الاولى (FIDT) وال MTI.

لننتصدي لعمليات الطرد المقبلة، يجب علينا تشكيل لجان نضال، معدين انفسنا لاستعمال السلاح الوحيد لمواجهة الطرد "الدفاع الذاتي"، وبالتضامن الطبقي من قبل العمال الفرنسيين والمهاجرين لفرض تسوية اوضاع جميع العمال بدون اوراق بلا قيد ولا شرط. اضطلاعاً بمهامهم، يلزم الشيوعيون الثوريون مواقعهم للتصدي لعمليات الطرد، ولتحريك التضامن العمالي على ارضية النضال، لانها مهام تمس مصالح الطبقة كلها.

عدا ان بطاقات العمل هذه، بصلاحياتها سنة واحدة تكبل كليا العمال بمواجهة ارباب العمل، فانها تحدد لهم بشكل قاطع حرية العمل ضمن المجال الخاص المسموح به. اما بالنسبة لمعظم العمال الباقين والذين يسمح لهم من حيث المبدأ تجديد اقامتهم المؤقتة حتى يثبتوا عن عمل دائم، فان الحكومة التي يهملها المحافظة على شرفها "الاشتراكي"، تعول هنا اهمية خاصة على الارهاق المادي وفقدان اي مورد لهؤلاء العمال لارغام قسم كبير منهم على ترك فرنسا. لكن في الحقيقة اذا كانت اوراق الإقامة المؤقتة تحمي من مراقبة لبوليس فانها لاتعطي اي حق بالعمل لان قرار ارباب العمل و"الوكالة الوطنية للشغل" قاطع بهذا الشأن.

اما الذين سوف يحملون العبء الثقيل فهم هؤلاء العمال الموجودين في السرية والذين سوف يروون بعرقهم رغبات ارباب العمل الجشعة وضمن شروط استغلال مهينة، خاصة وانه ليس ببعيد عن الذاكرة الحرية التي استفاد منها ارباب العمل اثناء اشهر الحملة نفسها (قسم توزيع الاعلانات) والدعم غير المباشر او حتى المعترف به، الذي حصلوا عليه من القيادات النقابية والحكومة والبوليس، نتساءل بعد ذلك ما الذي سوف يغير مواقفهم غدا حتى لودخلت في مجال التطبيق الفعلي اية قرارات مشددة؟ في الواقع ان الراجح الاكبر من هذه الحملة هم ارباب العمل، ان من ناحية العفو عن كل المخالفات للسنوات الماضية، طبعاً مع اشهر التسوية نفسها، او من ناحية تخفيض الضريبة المقررة على تسوية اوضاع عامل مهاجر الى ٢٥٠ فرنك.

يتضح من خلال هذا العرض لحملة تسوية اوضاع العمال بدون اوراق ان الحكومة قد توصلت الى اهدافها: ١- تسوية جزئية لعدد لا يذكر من العمال لتمرير الاعيها امام الراي العام وخاصة العمال، طبعاً بفضل تأمر الصحافة ووسائل الاعلام، ٢- محالة شل وتعطيل

تتمة بولندا

الاحداث الراهنة في بولندا .

فان النضال من أجل الحاجات الاساسية ومن أجل الاهداف والامنيات الشرعية هو الدافع والمحرك الاول للنضالات العمالية في بولندا .

ومن هنا برهنت النضالات العمالية فسي بولندا على قدرة وبطولة وشجاعة الطبقة العاملة

في نضالها من أجل تحقيق مطالبها الحادة ومن أجل مصالح كل العمال . وبالتالي ضرورة التضامن الطبقي الفعلي من قبل العمال في كل العالم مع العمال في بولندا .

وان أفضل ما يمكن أن نقوم به في الهجرة وفي البلاد من أجل التضامن مع اخواننا العمال في بولندا هو الاستعداد والاخت بدروس نضالهم .

وقد برهنت البروليتاريا في بولندا عن امكانية تجاوز مرحلة المظاهرات والاضرابات التلقائية الى المرحلة التحضيرية للنضالات والتنظيم المنهجي والمنسق في حقل النضال المباشر . وذلك بتصلبها في النضال عن مصالحها ورغم وجودها في بلد رأسمالية الدولة فيه تمنع كل وسائل التعبير عن النفس وامكانية التنظيم المستقل .

كذلك أكد نضال البروليتاريا في بولندا عن احدي الدروس الجوهرية للماركسية وهو أنه عندما يمل النضال ضد الاستغلال الرأسمالي الى حد التأثير في افلاس الاقتصاد الرأسمالي ، لا يتبقى الا الحلين التاريخيين اللذان ليس هناك سواهما :

* اما الدولة الرأسمالية تحطم النضال العمالي .
* واما النضال العمالي يحطم الدولة الرأسمالية .
فمن هنا يتحول النضال الى الارضية السياسية وبالتالي على البروليتاريا أن تتهيأ بدون تأخر للاقتحام وانتزاع زمام الحكم . لأن القسوات الديمقراطية البرجوازية الصغيرة والاصلاحية عاجزة عن اعطاء أي حل ايجابي باتجاه المشاكل المطروحة في المجتمع الرأسمالي كما انها عاجزة عن مواجهة " العسكرية " المتزايدة في المجتمعات البرجوازية .

على سبيل المثال (تشيلي ، الارجنتين وتركيا...) واخيرا برهمت الاحداث المؤخرة في

بولندا بانه من أجل مواجهة بروليتاريا منظمة وفعالية ومسلحة للعنف البرجوازي وللتحضير المنهجي للاقتحام المسلح لقلب البرجوازية ، يلزم وجود اركان قادرة على قيادة جيش العمال . هذه الاركات هي الحزب الشيوعي الثوري الذي يتشكل من الطليعة الثورية للطبقة العاملة .

ولكن رغم حالة الرعب ، لم يبقوا العمال البولنديين مكتوفي الايدي فردوا في منشور وزعه العمال هوتا وارسوفيا : " نحن عمال ولسنا عبيد " . ان نضال العمال في بولندا هو نضال العمال في العالم أجمع . لماذا تواجه اليوم الحركة العمالية في بولندا حالة الطوارئ والمجالس العسكرية وحالة الارهاب اليومي ؟

أولا : لأنها أقدمت على تنظيم نفسها بمعزل عن النقابة الرسمية .

ثانيا : لأن الحركة العمالية في بولندا تناضل ضد الاستغلال الرأسمالي بوجهه الثلاث :

* الطبقة الحاكمة في بولندا أي البرجوازية المحلية
* الاشتراكية الامبريالية الروسية .
* الرأسمالية العالمية .

دفعت أزمة رأس المال في انعكاساتها الكبيرة الطبقة العاملة في بولندا الى النضال والتصدي لهجمة البرجوازية . ولكن من الجديد بالذكر بأن أزمة الرأسمالية هي عالمية وبالتالي بانعكاساتها عالمية أيضا .

سوف يكتسب نضال العمال ضد الرأسمالية في بولندا فعالية أكبر اذا أمكن انتشاره بشكل موحد على الساحة العالمية .

بالاضافة الى التناقض الطبقي ما بين البروليتاريا والبرجوازية البولندية فان هناك تناقضات أخرى من نوع مختلف تشوه التناقض الطبقي أولا : التناقض في المصالح ما بين فئات من البرجوازية البولندية والاتحاد السوفيتي .

ثانيا : التناقض في المصالح ضمن المعسكر الامبريالي بين البلدان الغربية والاتحاد السوفيتي ففي غياب تيار فعلي للتضامن الطبقي على الصعيد العالمي ، تأثرت الحركة العمالية في بولندا في تيارين ساهما في خنق النضال :

* التيار الاشتراكي الديمقراطي الذي هدفه على الأكثر هو اصلاح المجتمع البولندي .

* التيار القومي الكاثوليكي الذي هدفه استغلال النضالات العمالية للمتاجرة بها مع النظام من أجل الحصول على امتيازات .

ولكن هذا التشويه لن يخفي حقيقة الصراع الدائر على أرضية النضال لأن البروليتاريا البولندية هي المحرك الاول والعنصر الاساسي في



الأممي

l'internationaliste - el-oumami

لسان الحزب الشيوعي الأممي "الجزائر"

الاممي عدد ٢١ - جانفي ١٩٨٢

السنة الرابعة

الشمس : فرنسا ٤ فرنكات - الجزائر ٣ دينار

التضامن الطبقي مع نضال العمال في بولندا

صرحت جريدة وال ستريت جرنال (الاوساط

المالية في نيويورك) الصادرة في يوم ٨١/١٢/٢١

بأن الانقلاب العسكري ليس خبرا سيئا من وجهة نظر

البنوك التي أعطت قروضا كبيرة لبولندا... وتظهر

الاستبدادية العسكرية على النهج السوفيتي، للعدد

الاكبر من البنوك الامريكية كوسيلة لأمل أكبر في

استرداد الاموال المقرضة لبولندا والتي تشكل أكثر

من ١٣ مليار دولار .

ويأتي البرنامج الاقتصادي لجماعة جارولسكي

ليطمئن البنوك ورأسماليي العالم . ويمكن للوجود

العسكري في المصانع اخضاع العمال للعمل بأسوأ

الشروط : العمل يوميا دون عطلة اسبوعية ، وتمديد

مدة العمل اليومية الى ١٢ ساعة . تخفيض مدة

العطلة السنوية الى ١٢ يوم فقط . تابع الصفحة ١٥

ان أحداث بولندا تهمنا في الدرجة الاولى

في الهجرة وفي البلاد، رغم كل التشويه الذي تحدثه

مصادر الاعلام وأوساط الصحافة البرجوازية الفرنسية

منذ اعلان حالة الطوارئ في بولندا في حين تلتزم

الصمت حول أوضاع العمال المهاجرين داخل فرنسا

والاحداث المؤلمة في فلسطين وتركيا وأمريكا

اللاتينية وأفريقيا الجنوبية... الخ.

لن نخدعنا دموع النفاق البرجوازية والصحافة

الغربية . كان يعلم الجميع وبشكل خاص البرجوازيات

الغربية أن بولندا في حالة افلاس متواصل مما يشكل

من المحتمل انعكاسات خطيرة على النظام النقدي

العالمي فبولندا مدينة للبنوك الاجنبية ٢٧ مليار

دولار.

رغم الاعتراضات الظاهرية الخبيثة أيّدت

البرجوازيات الغربية في الحقيقة اعلان حالة الطوارئ

في بولندا وانتزاع الجيش زمام الحكم في هدف

ارهاب الطبقة العاملة البولندية وارغامها على

العمل في اسوأ الشروط المادية .

العمال بدون اوراق: فأنستمد للتصدي لعمليات الطرد

بحجة الحملة لـ"التسوية الاستثنائية

للعمال بدون اوراق" حتى ٣١ ديسمبر ١٩٨١

مددت المهلة بسخاء "اشتراكي" ١٥ يوم . وتقدم

زها ١٠٠ الف عامل بطلبات للحصول على

اوراق . لكن لو اخذنا الاحصاء الرسمية نفسها

(تصريح أوتان في مدينة ليل) التي تقدر بـ

٣٠٠ الى ٤٠٠ الف بدون اوراق لوجدنا ان ٢٠٠

الى ٣٠٠ الف سيقفون في السرية ، اضافة الى ان

١٥٤٤٤ عامل فقط من اصل الـ ١٠٠ الف قد حصلوا

على بطاقة عمل واقالمة .

تابع الصفحة ١٤

كيف يجب التصدي للاخوان المسلمين

اقرأ صفحته ١٣